

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS Ancien site minier uranifère - ROMPEY (LE) à GRURY

Description de l'établissement

Nom : Ancien site minier uranifère - ROMPEY (LE)
Adresse : ROMPEY (LE)
Commune principale : GRURY (71227)
Communes secondaires : Non renseigné
Activités : Non renseignée
Description : Non renseignée

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 31/05/2023

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00065630101

Ancien identifiant SIS : 71SIS11179

Description¹ : Ancien site d'exploitation du minerai d'uranium passé dans le droit commun (i.e. sorti de police des mines). Les travaux miniers ont consisté en l'exploitation de trois mines à ciel ouvert. Puis de l'exploitation du gisement en souterrain par creusement d'une descenderie en fond de fosse et d'un puits servant à l'aérage.
Date début travaux : 1982.
Date fin travaux : 1990.
Date fin réaménagement : 1990.
Aucune verse à stérile n'est présente sur le site

Deux fosses ont été entièrement remblayées, recouvrant la descenderie sous 15 m de remblai. Un bassin a été aménagé sur la partie correspondant à l'entrée de la mine à ciel ouvert. L'entrée de la descenderie a été foudroyée sur une quarantaine de mètres de longueur et le puits a été entièrement obturé avec des stériles. Les terrains ont ensuite retrouvé leur vocation agricole.

Les mesures réalisées sur le site lors du bilan environnemental (2010) sont supérieures au bruit de fond géochimique (milieu naturel : 100 à 120 chocs/s - site : 160 à 300 chocs/s jusqu'à 500 chocs/s ponctuellement). Les débits de dose mesurés par l'IRSN confirment ceux rapportés par Areva dans le bilan environnemental.

Observations: Référence :
- BILAN ENVIRONNEMENTAL - Sites miniers de la Saône-et-Loire (rapport 2010)
- Contrôles de second niveau effectués sur les anciens sites miniers d'uranium de la Saône et Loire (rapport 2012)

L'article L. 125-7 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un

terrain situé en secteur d'information sur les sols fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'État. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

En application des articles L. 556-2 et R. 556-2 du code de l'environnement et R. 43116 et R. 442-8-1 du code de l'urbanisme, sur un terrain répertorié en secteur d'information sur les sols, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager une attestation garantissant la réalisation d'une étude de sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement. La présence de cette attestation (ATTES-ALUR) dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager est vérifiée par le service urbanisme de la collectivité compétente.

Cette étude de sols comprend un diagnostic et un plan de gestion en découlant. Le plan de gestion définit les mesures de gestion permettant d'assurer la compatibilité entre l'état du site et l'usage futur souhaité au regard de l'efficacité des techniques de réhabilitation ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 31/05/2023

Enjeux et environnement : Les mesures réalisées sur le site lors du bilan environnemental (2010) sont supérieures au bruit de fond géochimique (milieu naturel : 100 à 120 chocs/s - site : 160 à 300 chocs/s jusqu'à 500 chocs/s ponctuellement). Les débits de dose mesurés par l'IRSN confirment ceux rapportés par Areva dans le bilan environnemental.

Observations: Référence :

- BILAN ENVIRONNEMENTAL - Sites miniers de la Saône-et-Loire (rapport 2010)
- Contrôles de second niveau effectués sur les anciens sites miniers d'uranium de la Saône et Loire (rapport 2012)

Description³ : Ancien site d'exploitation du minerai d'uranium passé dans le droit commun (i.e. sorti de police des mines). Les travaux miniers ont consisté en l'exploitation de trois mines à ciel ouvert. Puis de l'exploitation du gisement en souterrain par creusement d'une descenderie en fond de fosse et d'un puits servant à l'aérage. Date début travaux : 1982. Date fin travaux : 1990. Date fin réaménagement : 1990. Aucune verse à stérile n'est présente sur le site.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

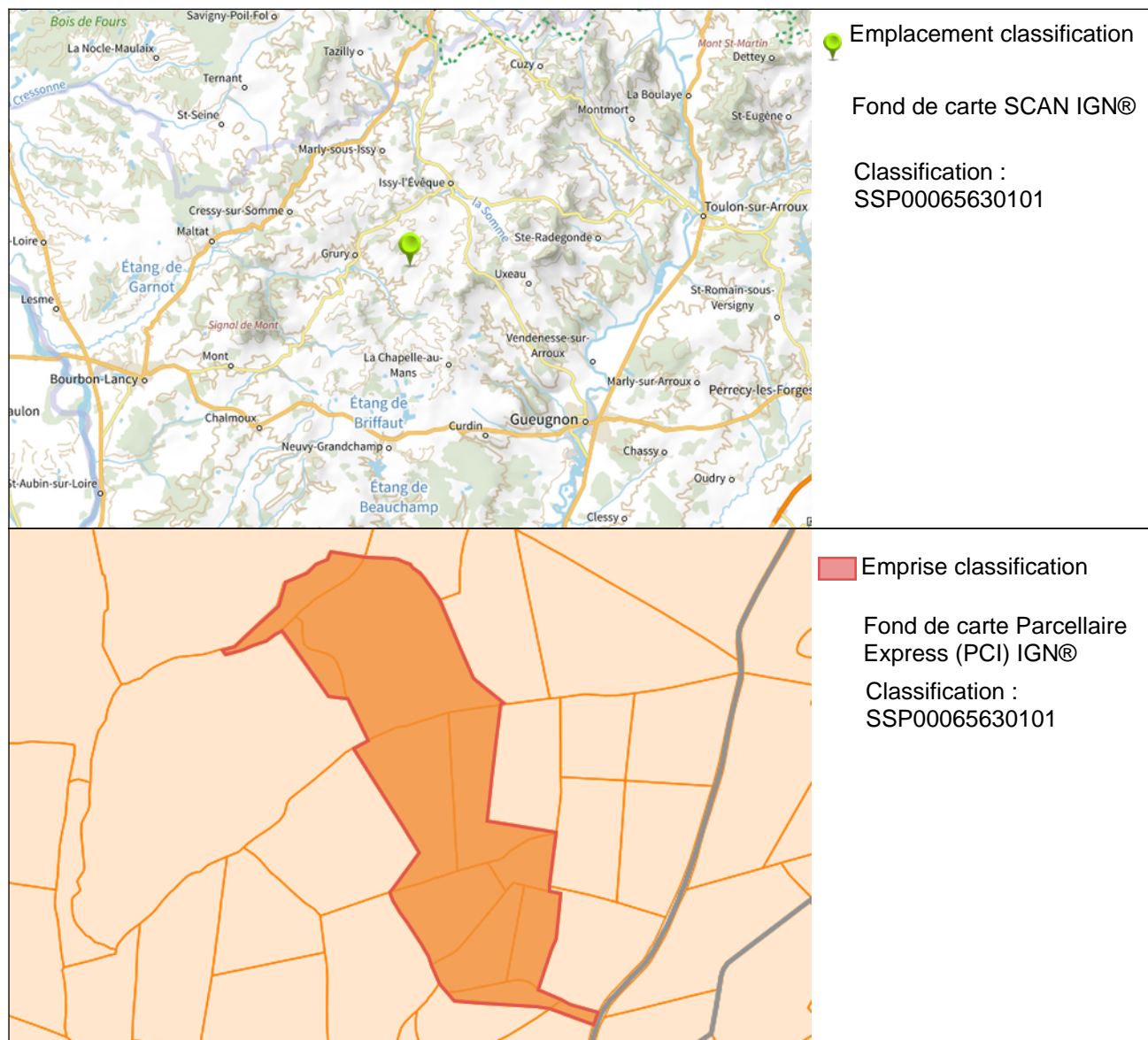
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
GRURY	4	0C	0411	71
GRURY	4	0C	0445	71
GRURY	4	0C	0508	71
GRURY	4	0C	0509	71
GRURY	4	0C	0518	71
GRURY	4	0C	0519	71
GRURY	4	0C	0521	71
GRURY	4	0C	0523	71
GRURY	4	0C	0525	71
GRURY	4	0C	0527	71
GRURY	4	0C	0539	71

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde
RGF93 / Lambert-93
(EPSG:2154) :

Long. : 772382.1667575696, Lat. : 6619264.118622474

Superficie estimée :

92991 m²

1 - Pour les établissements renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les établissements créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.